



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada

LA REVUE FINANCIÈRE

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers de décembre 2020

Canada

©Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2021)
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document
en tout ou en partie doit être adressée au
ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN: 1487-0134

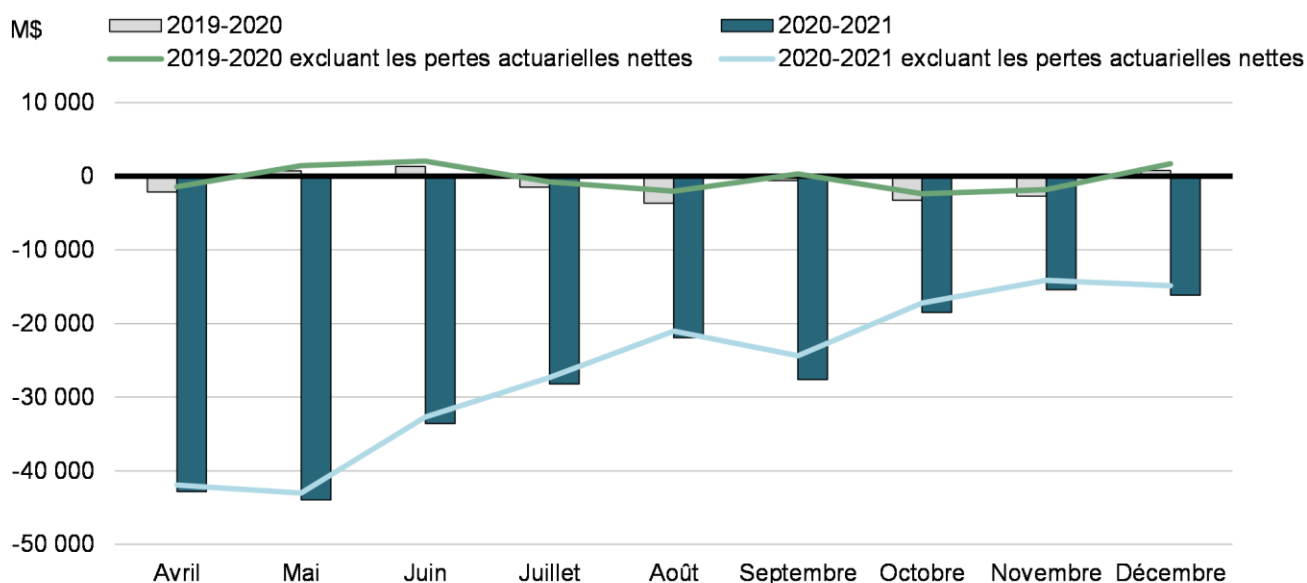
Faits saillants

Décembre 2020

Le mois de décembre 2020 s'est soldé par un déficit budgétaire de 16,2 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 0,8 milliard en décembre 2019. Le déficit budgétaire avant les pertes actuarielles nettes se chiffrait à 14,9 milliards, par rapport à un excédent de 1,7 milliard en décembre 2019. Le solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes est une nouvelle mesure qui complète le solde budgétaire traditionnel afin de rendre les rapports financiers du gouvernement plus transparents, en isolant l'incidence de l'amortissement des pertes actuarielles nettes découlant de la réévaluation des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement.

Les résultats financiers du gouvernement pour 2020-2021 témoignent du ralentissement économique et des mesures temporaires mises en œuvre en vertu du plan d'intervention économique du gouvernement destiné à soutenir les Canadiens et les entreprises du pays qui font face à des difficultés financières en raison de l'éclosion de la COVID-19.

Solde budgétaire mensuel et solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes



Par rapport à décembre 2019 :

- Les revenus ont diminué de 0,7 milliard de dollars (2,4 %), en raison de la baisse des autres revenus.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 15,9 milliards de dollars (59,9 %), sous l'effet de l'augmentation des transferts aux particuliers et aux entreprises dans le cadre des mesures d'intervention du gouvernement pour répondre à la COVID-19.
- Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars (5,9 %).
- Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (43,0 %), ce qui reflète les modifications aux évaluations actuarielles des pensions et des prestations, qui ont augmenté en grande partie en raison de la baisse des taux d'intérêt de fin d'année utilisés pour évaluer ces obligations, ainsi que de l'augmentation des coûts associés à l'utilisation des prestations d'invalidité et d'autres avantages futurs fournis aux anciens combattants.

D'avril à décembre 2020

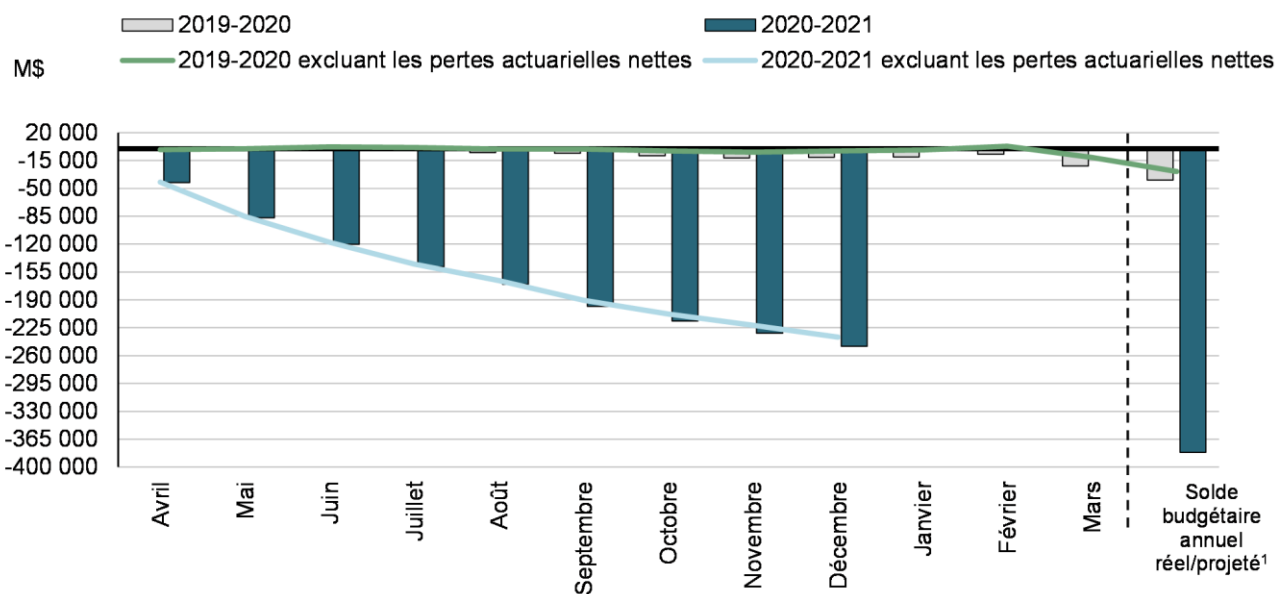
Pour la période d'avril à décembre de l'exercice 2020-2021, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 248,2 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 11,0 milliards pour la même période de 2019-2020. Le déficit budgétaire avant les pertes actuarielles nettes se chiffrait à 236,6 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 2,9 milliards pour la même période de 2019-2020.

La variation sans précédent des résultats financiers du gouvernement découle de la grave détérioration de la situation économique et des mesures temporaires mises en œuvre par l'intermédiaire du plan d'intervention économique du gouvernement destiné à soutenir les Canadiens et les entreprises du pays qui font face à des difficultés financières en raison de l'éclosion de la COVID-19 au cours de cette période.

Comparativement à l'exercice 2019-2020 :

- Les revenus ont diminué de 38,3 milliards de dollars (15,6 %), sous l'effet de la réduction généralisée des revenus, notamment des revenus fiscaux et des autres revenus.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 198,4 milliards de dollars (86,1 %), en raison surtout des transferts versés aux particuliers, aux entreprises et aux autres administrations en vertu du Plan d'intervention économique, notamment la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et les prestations canadiennes de relance économique, la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), l'incitatif de 33 % du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) et les transferts en vertu de l'Accord sur la relance sécuritaire.
- Les frais de la dette publique ont diminué de 3,0 milliards de dollars (16,2 %), principalement sous l'effet de rajustements moins importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation, ainsi que la baisse des taux d'intérêt s'appliquant aux obligations du gouvernement en matière de régimes de retraite et autres avantages sociaux des employés, et de la baisse des intérêts sur les bons du Trésor.
- Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 3,5 milliards de dollars (43,1 %), ce qui s'explique par la hausse de la valeur des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés en fonction des évaluations actuarielles préparées aux fins des *Comptes publics du Canada 2020*. L'augmentation des pertes actuarielles nettes est principalement attribuable à la baisse des taux d'intérêt de fin d'exercice utilisés pour évaluer ces obligations, ainsi qu'à l'augmentation des coûts associés à l'utilisation de prestations d'invalidité et autres avantages futurs offerts aux anciens combattants.

Solde budgétaire cumulé de l'exercice et solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes



¹Sources : Rapport financier annuel du Gouvernement du Canada 2019-2020, Énoncé économique de l'automne de 2020

Tableau 1

État sommaire des opérations

M\$

	Décembre		Avril à décembre	
	2019	2020	2019-2020	2020-2021
Opérations budgétaires				
Revenus	30 292	29 560	245 985	207 689
Charges				
Charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ¹	-26 608	-42 544	-230 478	-428 898
Frais de la dette publique	-2 005	-1 886	-18 404	-15 414
Solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes ¹	1 679	-14 870	-2 897	-236 623
Pertes actuarielles nettes ¹	-897	-1 283	-8 073	-11 549
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	782	-16 153	-10 970	-248 172
Opérations non budgétaires	1 576	-1 211	-4 253	-43 481
Ressources ou besoins financiers	2 358	-17 364	-15 223	-291 653
Variation nette dans les activités de financement	-5 574	6 719	11 583	331 192
Variation nette dans l'encaisse	-3 216	-10 645	-3 640	39 539
Encaisse à la fin de la période			36 364	84 218

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

¹ Les données comparatives et celles d'avril à août 2020 ont été reclassées afin de se conformer à la présentation utilisée dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*. Des renseignements concernant ce reclassement se trouvent à la remarque 8 de la fin du présent document.

Revenus

Les revenus de 2020-2021 ont été touchés par les répercussions économiques de la crise de la COVID-19 et des mesures mises en œuvre dans le cadre du plan d'intervention économique du gouvernement, comme les reports d'impôt et la bonification unique du crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH). Cependant, étant donné qu'il est difficile d'isoler ces répercussions de l'activité économique sous-jacente, il s'avère impossible de donner une mesure exacte de l'incidence de la COVID-19 sur les revenus fédéraux.

Les revenus de décembre 2020 se sont chiffrés à 29,6 milliards de dollars, soit une diminution de 0,7 milliard (2,4 %) comparativement à décembre 2019.

- Les recettes fiscales ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (2,2 %), stimulé par une augmentation des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (6,7 %).
- Les produits de la redevance sur les combustibles ayant fait l'objet d'une cotisation dans le cadre du régime fédéral de tarification de la pollution par le carbone ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (154,0 %), sous l'effet d'un prix plus élevé de la pollution par le carbone en 2020 et de l'adhésion de l'Alberta au système de redevance fédérale sur les combustibles le 1^{er} janvier 2020.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements et les revenus nets sur opérations de change, ont diminué de 1,6 milliard de dollars (63,9 %). Cette baisse découle principalement des bénéfices moins élevés des sociétés d'État entreprises, particulièrement la Banque du Canada. La baisse des bénéfices de la Banque du Canada est attribuable à ses achats de titres du gouvernement du Canada sur le marché secondaire en vue de soutenir la liquidité des marchés financiers. En vertu de normes comptables du secteur public, les primes versées à l'achat de ces obligations sont immédiatement passées en charges, ce qui a plus que compensé les gains d'intérêt sur les titres au cours du mois.

Pour la période d'avril à décembre de 2020-2021, les revenus se sont chiffrés à 207,7 milliards de dollars, en baisse de 38,3 milliards (15,6 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les revenus fiscaux ont baissé de 16,3 milliards de dollars (7,8 %), ce qui est principalement attribuable à la baisse des revenus tirés de la TPS et de l'impôt sur le revenu des sociétés, en raison des répercussions de la COVID-19 et des mesures connexes comme le paiement supplémentaire unique du crédit pour la TPS/TVH. Pour sa part, la portion fédérale des revenus tirés des droits d'accise sur le cannabis ayant fait l'objet d'une cotisation a augmenté de 37 millions au cours de la période d'avril à décembre, pour passer à 67 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,3 milliard de dollars (1,8 %).
- Les produits de la redevance sur les combustibles ayant fait l'objet d'une cotisation ont augmenté de 1,7 milliard de dollars (168,1 %), augmentation attribuable à l'adhésion de l'Alberta au système de redevance fédérale et à un prix plus élevé de la pollution par le carbone en 2020.
- Les autres revenus ont baissé de 23,5 milliards de dollars (107,4 %), en raison surtout de la passation en charges immédiate des primes versées par la Banque du Canada sur ses achats de titres du gouvernement du Canada sur le marché secondaire, ainsi que de la baisse des bénéfices des autres sociétés d'État entreprises et des revenus provenant des intérêts et des pénalités.

Tableau 2

Revenus

	Décembre			Avril à décembre		
	2019	2020	Variation	2019-2020	2020-2021	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Particuliers	16 452	16 245	-1,3	122 661	121 888	-0,6
Sociétés	4 968	5 908	18,9	35 285	31 960	-9,4
Non-résidents	759	804	5,9	7 098	5 692	-19,8
Total des rentrées d'impôt sur le revenu	22 179	22 957	3,5	165 044	159 540	-3,3
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services	3 320	2 986	-10,1	30 531	21 771	-28,7
Taxes sur l'énergie	500	451	-9,8	4 363	3 737	-14,3
Droits de douane à l'importation	320	363	13,4	3 896	3 045	-21,8
Autres taxes et droits d'accise	410	554	35,1	4 775	4 242	-11,2
Total des taxes et droits d'accise	4 550	4 354	-4,3	43 565	32 795	-24,7
Total des revenus fiscaux	26 729	27 311	2,2	208 609	192 335	-7,8
Produits issus de la redevance sur les combustibles	137	348	154,0	1 023	2 743	168,1
Cotisations d'assurance-emploi	941	1 004	6,7	14 477	14 222	-1,8
Autres revenus	2 485	897	-63,9	21 876	-1 611	-107,4
Total des revenus	30 292	29 560	-2,4	245 985	207 689	-15,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Charges

Les charges de programmes de 2020-2021 ont été considérablement touchées par les mesures de dépenses prises en vertu du Plan d'intervention économique, y compris la PCU, la SSUC, les mesures de l'Accord sur la relance sécuritaire, l'incitatif de 33 % du CUEC, les prestations canadiennes de relance économique, la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE) et l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (AUCLC). De plus amples renseignements sur ces mesures sont présentés ci-dessous.

Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées en décembre 2020 à 42,5 milliards de dollars, soit une augmentation de 15,9 milliards (59,9 %) par rapport à décembre 2019.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi, la PCU et les prestations canadiennes de relance économique ainsi que les prestations pour enfants, ont augmenté de 4,6 milliards de dollars (51,8 %).
 - Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (3,0 %).
 - Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 1,4 milliard de dollars (66,3 %), en raison de l'augmentation du chômage attribuable à la crise et des changements temporaires apportés au programme d'assurance-emploi visant à améliorer l'accès.
 - Les prestations de relance économique et les versements de la PCU aux particuliers traités en marge du Compte des opérations de l'assurance-emploi ont totalisé 3,0 milliards de dollars. Les prestations canadiennes de relance économique comprennent la Prestation canadienne de la relance économique, la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique et la Prestation canadienne de relance économique pour les proches aidants, lesquelles sont des programmes de soutien du revenu instaurés dans le cadre du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19.
 - Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (5,3 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (18,9 %), en grande partie en raison du financement pour le nettoyage de puits pétroliers et gaziers orphelins et inactifs et de la croissance prévue par la loi du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.

- Les charges de programmes directes ont augmenté de 10,2 milliards de dollars (87,8 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits de la redevance sur les combustibles a augmenté de 24 millions de dollars (400 %), ce qui est principalement attribuable à l'état d'avancement du programme et à l'augmentation des taux des paiements de l'Incitatif à agir pour le climat pour l'année d'imposition 2019.
 - La SSUC correspond à des paiements totalisant 4,6 milliards de dollars versés aux employeurs admissibles en vertu du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19.
 - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 4,7 milliard de dollars (118,1 %), ce qui représente en grande partie un certain nombre de mesures d'intervention face à la COVID-19, comme l'expansion du programme du CUEC, la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer (SUCL) et les paiements au titre de l'aide internationale liés à la COVID-19.
 - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (10,3 %), ce qui est principalement attribuable aux achats de fournitures médicales et d'équipement de protection individuelle effectués afin de répondre à la crise de la COVID-19 et à une hausse des coûts liés aux régimes de retraite et autres avantages futurs des employés en fonction des évaluations actuarielles mises à jour.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars (5,9 %), alors que le taux d'intérêt plus faible des dettes du gouvernement a été largement compensé par les ajustements plus élevés liés à l'indice des prix à la consommation sur les obligations à rendement réel.

Les pertes actuarielles nettes, qui représentent l'amortissement des changements à l'évaluation des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés accumulés au cours des exercices antérieurs, ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (43,0 %), principalement attribuables à la baisse des taux d'intérêt de fin d'exercice utilisés pour évaluer ces obligations, ainsi qu'à l'augmentation des coûts associés à l'utilisation de prestations d'invalidité et autres avantages futurs offerts aux anciens combattants.

Pour la période d'avril à décembre de l'exercice 2020-2021, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 428,9 milliards de dollars, soit une hausse de 198,4 milliards (86,1 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi, la PCU et les prestations de relance économique ainsi que les prestations pour enfants, ont augmenté de 85,1 milliards de dollars (114,7 %).
 - Les prestations aux aînés ont augmenté de 2,1 milliards de dollars (5,0 %), en raison de la hausse du nombre de bénéficiaires.
 - Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 32,8 milliards de dollars (232,1 %), en raison de la hausse du taux de chômage provoquée par la crise et des changements temporaires apportés au programme d'assurance-emploi visant à améliorer l'accès. Les prestations d'assurance-emploi comprennent 27,5 milliards en versements de la PCU traités par l'intermédiaire du Compte des opérations de l'assurance-emploi.
 - Les prestations de relance économique et les versements de la PCU aux particuliers traités en marge du Compte des opérations de l'assurance-emploi ont totalisé 47,8 milliards de dollars.
 - Les prestations pour enfants ont augmenté de 2,4 milliards de dollars (13,0 %), ce qui est principalement attribuable à la bonification ponctuelle de l'Allocation canadienne pour enfants en mai 2020.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 18,5 milliards de dollars (30,9 %), en grande partie sous l'effet des facteurs suivants : les transferts versés en vertu de l'Accord sur la relance sécuritaire et du complément salarial pour les travailleurs essentiels; la croissance prévue par la loi en 2020-2021 du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires; le financement pour nettoyer les puits pétroliers et gaziers orphelins et inactifs; et les transferts du Fonds pour une rentrée scolaire sécuritaire. Ces effets haussiers ont été compensés en partie par une charge de 1,9 milliard, comptabilisée en avril 2019, découlant de l'Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia entre le Canada et Terre-Neuve-et-Labrador, qui ne s'est pas reproduite en 2020-2021.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 94,9 milliards de dollars (98,5 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits de la redevance sur les combustibles a augmenté de 1,5 milliard de dollars (117,9 %), ce qui est principalement attribuable à la poursuite de l'administration des paiements de l'Incitatif à agir pour le climat, à un taux accru, pour l'année d'imposition 2019.
 - Les versements de la SSUC aux employeurs admissibles se sont chiffrés à 59,3 milliards de dollars.
 - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 29,6 milliards de dollars (95,6 %), ce qui est principalement attribuable à un certain nombre de mesures d'intervention pour répondre à la COVID-19, dont l'incitatif de 33 % du CUEC, les transferts aux étudiants en vertu de la PCUE, le soutien aux aînés pour couvrir la hausse des coûts attribuable à la COVID-19, et les paiements effectués en vertu des programmes de l'AUCLC et de la SUCL.
 - Les charges de fonctionnement des ministères, organismes, sociétés d'État consolidées et autres entités du gouvernement ont augmenté de 4,4 milliards de dollars (6,9 %), ce qui est principalement attribuable aux achats de fournitures médicales et d'équipement de protection individuelle effectués afin de répondre à la crise de la COVID-19 et à une hausse des coûts liés aux régimes de retraite et autres avantages futurs des employés en fonction des évaluations actuarielles mises à jour.

Les frais de la dette publique ont diminué de 3,0 milliards de dollars (16,2 %), principalement en raison des rajustements moins importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation, de la diminution des intérêts sur les obligations liées aux régimes de retraite et autres avantages sociaux, et de la baisse des intérêts sur les bons du Trésor du gouvernement du Canada.

Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 3,5 milliards de dollars (43,1 %), sous l'effet de la hausse des obligations du gouvernement au titre des prestations de retraite et autres avantages futurs des employés accumulés au cours des exercices antérieurs. La hausse des pertes actuarielles nettes s'explique en grande partie par la baisse des taux d'intérêt de fin d'exercice utilisés pour évaluer ces obligations, et de l'augmentation des coûts associés à l'utilisation de prestations d'invalidité et autres avantages futurs offerts aux anciens combattants.

Tableau 3

Charges

	Décembre			Avril à décembre		
	2019	2020	Variation	2019-2020	2020-2021	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations aux aînés	4 722	4 863	3,0	41 815	43 898	5,0
Prestations d'assurance-emploi ¹	2 129	3 540	66,3	14 144	46 975	232,1
Prestation canadienne d'urgence et prestations de relance économique ¹	-	2 950	s.o.	-	47 783	s.o.
Prestations pour enfants	2 045	2 154	5,3	18 222	20 594	13,0
Total des principaux transferts aux particuliers	8 896	13 507	51,8	74 181	159 250	114,7
Principaux transferts aux autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé	3 364	3 489	3,7	30 279	31 402	3,7
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 215	1 252	3,0	10 939	11 267	3,0
Péréquation	1 653	1 714	3,7	14 878	15 430	3,7
Formule de financement des territoires	268	284	6,0	3 143	3 327	5,9
Fonds de la taxe sur l'essence	100	-	-100,0	2 094	2 170	3,6
Soins à domicile et soins de santé mentale	-	-	0,0	1 015	1 249	23,1
Autres arrangements fiscaux ²	-466	557	219,5	-2 378	13 626	673,0
Total des principaux transferts aux autres administrations	6 134	7 296	18,9	59 970	78 471	30,9
Charges de programmes directes³						
Retour des produits issus de la redevance sur les combustibles	6	30	400,0	1 281	2 791	117,9
Subvention salariale d'urgence du Canada	-	4 613	s.o.	-	59 315	s.o.
Autres paiements de transfert	4 018	8 765	118,1	30 979	60 593	95,6
Charges de fonctionnement	7 554	8 333	10,3	64 067	68 478	6,9
Total des charges de programmes directes	11 578	21 741	87,8	96 327	191 177	98,5
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes³	26 608	42 544	59,9	230 478	428 898	86,1
Frais de la dette publique	2 005	1 886	-5,9	18 404	15 414	-16,2
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes³	28 613	44 430	55,3	248 882	444 312	78,5
Pertes actuarielles nettes ³	897	1 283	43,0	8 073	11 549	43,1
Total des charges	29 510	45 713	54,9	256 955	455 861	77,4

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Les données d'avril à août 2020 ont été reclassées afin de se conformer à la présentation utilisée dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*. Des renseignements concernant ce reclassement se trouvent à la remarque 8 de la fin du présent document.

² Les autres arrangements fiscaux comprennent : le recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, qui représentent les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt; les subventions législatives; les paiements liés aux accords de 2005 sur les ressources extracôtières; les paiements aux provinces relativement à la réglementation commune des valeurs mobilières; les transferts effectués en vertu de l'Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia conclue avec Terre-Neuve-et-Labrador; le complément salarial pour les travailleurs essentiels, les transferts en vertu de l'Accord sur la relance sécuritaire; et d'autres éléments.

³ Les données comparatives et les données d'avril à août 2020 ont été reclassées afin de se conformer à la présentation utilisée dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*. Des renseignements concernant ce reclassement se trouvent à la remarque 8 de la fin du présent document.

Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

Tableau 4

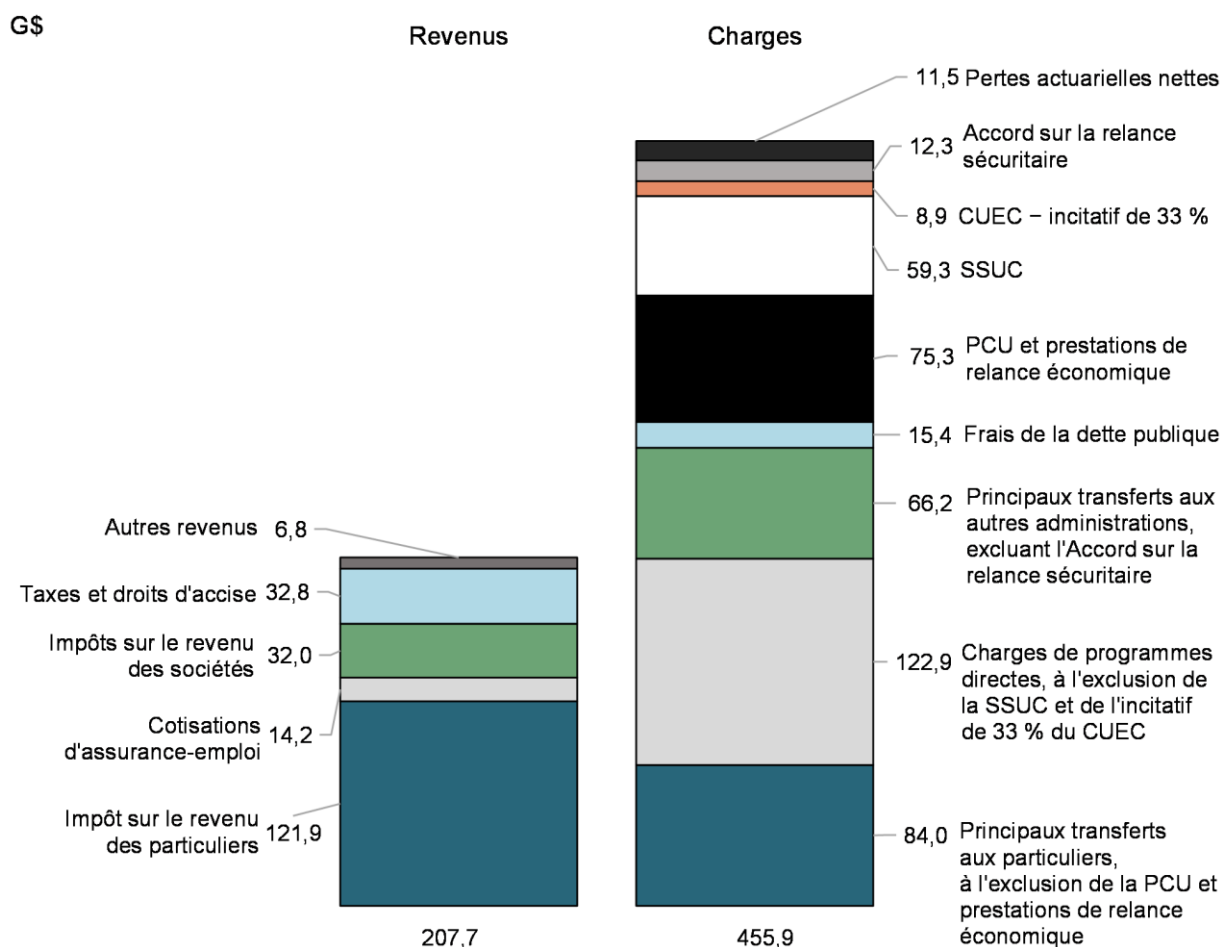
Total des charges, par article de charges

	Décembre			Avril à décembre		
	2019	2020	Variation	2019-2020	2020-2021	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Paiements de transfert	19 054	34 211	79,5	166 411	360 420	116,6
Autres charges						
Personnel, excluant les pertes actuarielles nettes ¹	4 540	4 840	6,6	37 624	40 584	7,9
Transports et communications	208	134	-35,6	1 967	1 281	-34,9
Information	31	35	12,9	219	256	16,9
Services professionnels et spéciaux	1 162	1 195	2,8	7 941	8 002	0,8
Location	250	251	0,4	2 342	2 441	4,2
Réparation et entretien	309	306	-1,0	2 255	2 069	-8,2
Services publics, fournitures et approvisionnements	224	751	235,3	1 868	4 308	130,6
Autres subventions et charges	396	356	-10,1	5 898	5 418	-8,1
Amortissement des immobilisations corporelles	427	447	4,7	3 843	4 037	5,0
Perte nette sur cession de biens	7	18	157,1	110	82	-25,5
Total des autres charges	7 554	8 333	10,3	64 067	68 478	6,9
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes¹	26 608	42 544	59,9	230 478	428 898	86,1
Frais de la dette publique	2 005	1 886	-5,9	18 404	15 414	-16,2
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes¹	28 613	44 430	55,3	248 882	444 312	78,5
Pertes actuarielles nettes ¹	897	1 283	43,0	8 073	11 549	43,1
Total des charges	29 510	45 713	54,9	256 955	455 861	77,4

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Les données comparatives et les données d'avril à août 2020 ont été reclassées afin de se conformer à la présentation utilisée dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*. Des renseignements concernant ce reclassement se trouvent à la remarque 8 de la fin du présent document.

Revenus et charges (avril à décembre 2020)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 291,7 milliards de dollars pour la période d'avril à décembre 2020

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, placements et avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 248,2 milliards de dollars et des besoins de 43,5 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à décembre 2020 s'est soldée par des besoins financiers de 291,7 milliards, comparativement à des besoins financiers de 15,2 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

L'augmentation des besoins financiers au titre des opérations non budgétaires pour la période d'avril à décembre 2020 était principalement attribuable aux variations des prêts, placements et avances ainsi que des comptes créditeurs, des charges à payer et des comptes débiteurs. Les variations des prêts, placements et avances découlent principalement des prêts du CUEC, tandis que les variations des créditeurs, des charges à payer et des débiteurs tiennent compte d'un bon nombre de facteurs, notamment de différences d'un exercice à l'autre des soldes d'impôt à recevoir et des sommes à payer relativement aux impôts.

Tableau 5

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

M\$

	Décembre		Avril à décembre	
	2019	2020	2019-2020	2020-2021
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	782	-16 153	-10 970	-248 172
Opérations non budgétaires				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	-431	-2 368	-3 138	-20 735
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	975	1 666	8 161	12 249
Comptes d'opérations de change	1 559	3 794	1 214	4 389
Prêts, placements et avances	-204	-2 999	-9 005	-35 603
Actifs non financiers	-323	-1 304	-1 485	-3 781
Total des opérations non budgétaires	1 576	-1 211	-4 253	-43 481
Ressources ou besoins financiers	2 358	-17 364	-15 223	-291 653

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Activités nettes de financement en hausse de 331,2 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 291,7 milliards de dollars et a augmenté ses soldes de trésorerie de 39,5 milliards en augmentant la dette non échue de 331,2 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

À la fin du mois de décembre 2020, les soldes de trésorerie s'élevaient à 84,2 milliards de dollars, soit 39,5 milliards de plus qu'à la fin du mois de mars 2020. L'augmentation considérable de la trésorerie est principalement attribuable aux emprunts effectués afin de répondre aux besoins financiers prévus du gouvernement dans le cadre du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19.

Tableau 6

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

M\$

	Décembre		Avril à décembre	
	2019	2020	2019-2020	2020-2021
Ressources ou besoins financiers	2 358	-17 364	-15 223	-291 653
Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	1 361	26 702	25 989	232 237
Bons du Trésor	-5 100	-17 000	-9 500	97 033
Titres au détail	-70	-35	-687	-189
Total des emprunts en dollars canadiens	-3 809	9 667	15 802	329 081
Emprunts en devises	-431	-2 334	-1 120	1 171
Total des opérations sur la dette contractée sur les marchés	-4 240	7 333	14 682	330 252
Réévaluation de swaps de devises	-1 376	-980	-2 632	-7 303
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	60	393	402	8 438
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-18	-27	-869	-195
Variation nette dans les activités de financement	-5 574	6 719	11 583	331 192
Variation de la trésorerie	-3 216	-10 645	-3 640	39 539
Trésorerie à la fin de l'exercice			36 364	84 218

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Dettes fédérales

La dette fédérale, ou déficit accumulé, correspond à l'écart entre le total des passifs et le total des actifs du gouvernement. La variation d'une année à l'autre du déficit accumulé découle du solde budgétaire cumulé de l'exercice visé, auquel s'ajoutent les autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global se composent de certains gains et pertes non réalisés sur des instruments financiers ainsi que de gains et pertes actuariels liés aux régimes de retraite et autres avantages futurs des employés qui sont comptabilisés par les sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques.

Le déficit accumulé a augmenté de 252,6 milliards de dollars d'avril à décembre 2020, en raison du déficit budgétaire de 248,2 milliards enregistré pendant cette période et de pertes de 4,4 milliards au titre des autres éléments du résultat global.

Tableau 7

État condensé de l'actif et du passif

M\$

	31 mars 2020	31 décembre 2020	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	163 833	208 915	45 082
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	596 864	829 101	232 237
Bons du Trésor	151 867	248 900	97 033
Titres au détail	497	308	-189
Total partiel	749 228	1 078 309	329 081
Payable en devises	15 941	17 112	1 171
Compte de réévaluation de swaps de devises	10 592	3 289	-7 303
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	2 487	10 925	8 438
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	5 503	5 308	-195
Total de la dette non échue	783 751	1 114 943	331 192
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	168 596	167 964	-632
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	126 378	139 341	12 963
Autres passifs	6 051	5 969	-82
Total des régimes de retraite et autres passifs	301 025	313 274	12 249
Total de la dette portant intérêt	1 084 776	1 428 217	343 441
Total des passifs	1 248 609	1 637 132	388 523
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	173 715	279 071	105 356
Comptes d'opérations de change	104 903	100 514	-4 389
Prêts, placements et avances (après déduction des provisions) ¹	152 502	183 714	31 212
Actifs des régimes de retraite du secteur public	4 598	4 598	-
Total des actifs financiers	435 718	567 897	132 179
Dette nette	812 891	1 069 235	256 344
Actifs non financiers	91 531	95 312	3 781
Dette fédérale (déficit accumulé)	721 360	973 923	252 563

Nota – Les chiffres ayant été arrondis leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Le montant du 31 décembre 2020 inclut des pertes de 4,4 milliards de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrés par les sociétés d'État entreprises et autres entreprises pour la période d'avril à décembre 2020.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada préparé tous les mois par le ministère des Finances du Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun conformément aux Normes spéciales de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international qui sont conçues pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les *Comptes publics du Canada*.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement qui sont résumés dans la section 2 du volume I des *Comptes publics du Canada* accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des dépenses. Par exemple une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs publiés dans les *Comptes publics du Canada* annuels intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars une fois que d'autres renseignements sont connus dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus et les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution pertinente reçoit la sanction royale.
7. Le tableau 7 État condensé de l'actif et du passif est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent habituellement à l'automne.

8. Le ministère des Finances a changé la présentation des résultats financiers dans *La revue financière* afin de :
a) présenter séparément la constatation des gains et des pertes actuariels liés aux régimes de retraite du secteur public et aux autres avantages futurs des employés et des anciens combattants; et b) tenir compte des versements de la PCU aux particuliers traités par l'intermédiaire du Compte des opérations de l'assurance-emploi à même les prestations d'assurance-emploi. Cette nouvelle présentation correspond à celle adoptée dans l'État consolidé condensé des résultats et du déficit accumulé du *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*.

a. Les gains et les pertes actuariels étaient comptabilisés auparavant dans les charges de programmes directes mais sont maintenant présentés dans un nouveau poste intitulé « pertes actuarielles nettes ». Un nouvel élément de total partiel intitulé « solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes » a aussi été ajouté. L'objectif de cette présentation révisée consiste à améliorer les rapports financiers et la prise de décision pour les utilisateurs en isolant l'incidence des réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite du secteur public et des autres avantages futurs des employés et des anciens combattants lesquels sont souvent importants et peuvent cacher des événements sous-jacents et des tendances dans les dépenses actuelles du gouvernement. Les résultats pour la période d'avril à août 2020 et les données comparatives pour l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à cette nouvelle présentation. Des précisions au sujet de ce changement de présentation se trouvent dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020* affiché sur le site Web du ministère des Finances du Canada.

b. Les versements de la PCU traités par l'intermédiaire du Compte des opérations de l'assurance-emploi étaient déclarés auparavant dans *La revue financière* au poste de la Prestation canadienne d'urgence mais se trouvent maintenant au poste des prestations d'assurance-emploi. Les résultats pour la période d'avril à août 2020 ont été reclassés afin de se conformer à cette nouvelle présentation.

Nota – Sauf avis contraire les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Février 2021